



## UN Development Programme

Mali - Bamako

Award ID: 00050661  
 Award Title: Appui Programme Etat civil Mali

Start Year: 2008  
 End Year: 2012

Implementing Partner  
 (Executing Agency): National Execution

Responsible Party  
 (Implementing Agent): MLI-National Execution

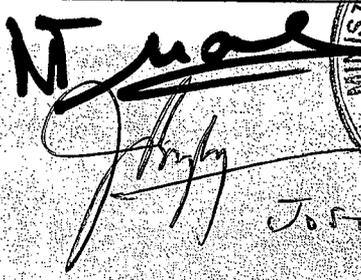
Revision Type: General Revision 1

Budget (US\$) as of Last Revision on 14-October-2008		
Donor	Fund	Amount
UNDP	04000 TRAC (Lines 1.1.1 and 1.1.2)	1,225,000.00
Total Budget ( 2008 and Beyond )		1,225,000.00
Total Expenditure ( 2007 and Prior )		0.00
Award Total		1,225,000.00
Unprogrammed/Unfunded		0.00

**Brief Description:**

Prodoc non encore signé. négociations en cours avec MATCL. Possibilité de recourir aux services de l'agence uniquement en 2009.

Agreed by: DCI  
 Agreed by:  
 Agreed by: PNUD  
 Agreed by:

*Fayf*  




Joseph Sylla-Coulibaly  
 rk 17.12.09





## Annual Work Plan

Mali - Bamako

Award Id: 00030661

Award Title: Appui Programme Etat civil Mali

Year: 2008

Report Date: 10/1/2008

Project ID	Expected Outputs	Key Activities	Timeframe		Responsible Party	Planned Budget			Amount US\$
			Start	End		Fund	Donor	Budget Descri	
00062691	Appui Programme Etat civil Mali	RAVE/C			ML-National Execution	04000	UNDP	72100 Contractual Services-Companie	300,000.00
		RAVE/C2			ML-National Execution	04000	UNDP	72100 Contractual Services-Companie	100,000.00
		Ref: Cap. MACEC			ML-National Execution	04000	UNDP	72100 Contractual Services-Companie	-250,000.00
TOTAL									150,000.00
GRAND TOTAL									150,000.00



**Annual Work Plan**

Mali - Bamako

Award Id: 00050661

Award Title: Appui Programme Etat civil Mali

Year: 2009

Report Date: 10/11/2008

Project ID	Expected Outputs	Key Activities	Timeframe		Responsible Party	Planned Budget			Amount US\$
			Start	End		Fund	Donor	Budget Deser	
00062691	Appui Programme Etat civil Mali	RAVEC2			MLI-National Execution	04000	UNDP	72100 Contractual Services-Compagnie	200,000.00
		Renf. Cap. MACCEC			MLI-National Execution	04000	UNDP	72100 Contractual Services-Compagnie	500,000.00
<b>TOTAL</b>									700,000.00
<b>GRAND TOTAL</b>									700,000.00



**Annual Work Plan**

Mali - Bamako

Award Id: 00050661

Award Title: Appui Programme Etat civil Mali

Year: 2010

Report Date: 10/11/2008

Project ID	Expected Outputs	Key Activities	Timeframe		Responsible Party	Planned Budget			Amount US\$
			Start	End		Fund	Donor	Budget Descr	
00062691	Appui Programme Etat civil Mali	RAVEC2 Rent. Cap. MACCEC			MLI-National Execution MLI-National Execution	04000	UNDP	72100 72100 Contractual Services-Compagnie Contractual Services-Compagnie	125,000.00 150,000.00
<b>TOTAL</b>									275,000.00
<b>GRAND TOTAL</b>									275,000.00



Annual Work Plan

Mali - Bamako

Award Id: 00050661

Award Title: Appui Programme Etat civil Mali

Year: 2011

Report Date: 10/11/2008

Project ID	Expected Outputs	Key Activities	Timeframe		Responsible Party	Planned Budget			Amount US\$
			Start	End		Fund	Donor	Budget Deser	
00062891	Appui Programme Etat civil Mali	Renf. Cap. MAGEC			ML-National Execution	04000	UNDP	72100 Contractual Services-Companie	100,000.00
<b>TOTAL</b>									100,000.00
<b>GRAND TOTAL</b>									100,000.00



Programme des Nations Unies pour le Développement  
 Pays: MALI  
 Document de Projet

**Intitulé:** Projet d'Appui au Programme de consolidation et modernisation de l'Etat Civil au Mali (APCMEC)  
Les droits humains sont mieux connus et respectés dans le cadre d'une Gouvernance Démocratique

**Effets PNUAD:** L'accès des groupes les plus vulnérables à des services sociaux de base de qualité est renforcé

**Effets Programme Pays:** Les capacités des institutions à promouvoir et à faire respecter les droits sont renforcées  
Les populations, particulièrement les femmes et les enfants, prennent conscience de leurs droits et les exercent pleinement

**Produits de programme pays escomptés :** Des informations, formations et communication autour des droits humains sont disponibles  
L'Etat Civil est consolidé et modernisé

**Partenaire de mise en oeuvre:** Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales (MATCL)

**Parties Responsables:** Comité de pilotage/Mission d'Appui à la Consolidation de l'Etat Civil (MACBC)

**I- Description**

L'état civil enregistre et consigne les attributs de la personne et atteste de son statut civil ainsi que de sa capacité juridique lors de procédures administratives, sociales, commerciales ou privées. Il constitue ainsi la base de tous les droits : acquisition de la personnalité juridique, droit à l'éducation, à la santé, et droit de vote. A cet égard, sa fiabilité et son accessibilité sont indispensables. Les structures en charge de l'état civil au Mali sont confrontées à une double contrainte : rendre l'état civil accessible aux citoyens tout en garantissant la fiabilité. Pour répondre à ces exigences, le Gouvernement du Mali en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement a mis en place, sur la base des expériences précédentes du FNUAP au Mali, un projet intitulé Appui au Programme de consolidation et modernisation de l'état civil (APCMEC). Ce projet vise à améliorer la stratégie nationale en matière d'état civil. Il envisage également des actions en faveur des ambassades et consulats du Mali à l'extérieur en vue de favoriser la participation des maliens de la Diaspora à la vie politique nationale. A terme, le projet contribuera à renforcer les capacités nationales à promouvoir et sauvegarder les droits humains. En effet, la reconnaissance des droits, par l'enregistrement des faits d'état civil, permet aux citoyens de s'en prévaloir.

La mise à disposition de documents d'identification aux citoyens (en particulier les populations des zones rurales et de nomadisation, ainsi que les femmes et les enfants) renforce leur sentiment d'appartenance à la communauté nationale, les sensibilise sur leurs droits et renforce la crédibilité des structures chargées de l'état civil. Par ailleurs, la reconnaissance des droits politiques et civiques contribue à améliorer la gouvernance démocratique à la faveur d'une stabilisation du système électoral ainsi qu'une participation accrue des citoyens.

Le projet comporte quatre composantes : l'évaluation, l'adaptation et la diffusion de la stratégie nationale d'état civil, l'appui à la mise en œuvre du recensement administratif à vocation d'état civil (RAVEC), la fourniture d'une assistance technique à la maîtrise d'ouvrage du RAVEC et la pérennisation de l'état civil au Mali. Le programme sera mis en œuvre suivant les méthodes de la gestion axée sur les résultats et selon les procédures de l'exécution nationale.

Période du Projet: 2008-2012

Numéro d'identification Atlas:

Début: Septembre 2008  
 Fin: Décembre 2012

Réunion CLEP: 12 août 2008  
 Modalité de mise en oeuvre: NEX

Total ressources nécessaires  
 2.560.000

Total ressources allouées:  
 \$1.225.000

- PNUD \$700.000
- Canada \$CA 300.000
- Belgique €145.520

Reste à mobiliser \$1.335.000

Agrée par : Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités locales

*Feyf*



Agrée par : Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale

*M. uae*



Agrée par Programme des Nations Unies pour le Développement:

## II. STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE

L'objectif global du projet est de renforcer les capacités nationales dans la consolidation et la modernisation de l'état civil au Mali à travers la constitution d'une base de données fiable et transparente. Ce projet vient en réponse aux besoins exprimés par le Gouvernement du Mali. Il est également une synthèse du rôle et de l'assistance technique et financière du PNUD, conformément à son mandat et à sa valeur ajoutée. Les quatre objectifs spécifiques retenus pour le projet sont les suivants:

### A. ANALYSER, ADAPTER ET DIFFUSER LA STRATEGIE NATIONALE SUR L'ETAT CIVIL AU MALI

Le projet permettra de renforcer les capacités de la MACEC dans les domaines liés à la planification stratégique et opérationnelle, à travers la mise à disposition d'un expert international de haut niveau dans les domaines institutionnels relatifs à la problématique de l'état civil. Cet expert accompagnera la MACEC pendant les trois premières années du Projet. Il (elle) aura pour mandat, entre autres, d'aider à analyser, adapter et diffuser la Stratégie Nationale décrivant les grandes orientations du Gouvernement en matière d'état civil.

L'analyse et l'adaptation de la stratégie nationale auront pour but de l'améliorer en vue d'une meilleure prise en compte des actions à conduire à court, moyen et long terme.

Le projet facilitera également l'opérationnalisation du plan d'action de la MACEC et de son plan de communication.

### B. APPUYER LA MISE EN OEUVRE DU RAVEC

La mise en oeuvre du Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil (RAVEC), deuxième composante du projet a connu différents reports depuis sa conception en 2003. Initialement couplé au calendrier électoral de 2007, il a été par la suite déconnecté de ce dernier, et sera lancé en 2008. Le RAVEC conjugue une opération nationale de recensement et la mise en place d'un Centre de traitement des données.

La préparation de ces deux opérations a donné lieu à différentes missions d'appui technique, notamment l'élaboration d'une méthodologie générale de recensement ainsi que le lancement d'un appel d'offre international pour la mise en place du Centre de traitement des données d'état civil. Le projet cherchera donc à renforcer l'équipe du MATCL par la mise à disposition d'une expertise technique spécifique de court et moyen terme.

Le projet permettra également de limiter les contraintes associées à la mise en oeuvre du RAVEC.

Le projet contribuera donc à une évaluation des contraintes majeures en vue de formuler des recommandations. Les leçons et expériences récentes dans des pays avoisinants seront également exploitées à cet effet. Au delà de cette évaluation, le projet permettra d'anticiper budgétairement sur les moyens additionnels qui pourraient être mobilisés pour la mise en oeuvre du RAVEC.

### C. FOURNIR UNE ASSISTANCE TECHNIQUE A LA MAITRISE D'OUVRAGE DU CONTRAT

Dans le cadre du RAVEC, un appel d'offre international a été lancé relatif à l'opérationnalisation technique du Recensement et du Centre de traitement des données, dit Plateau Technique. Cet appel d'offre a donné lieu à l'attribution du marché à la société SAGEM SECURITE.

Ce contrat, qui prévoit des interventions en amont et en aval du processus du RAVEC, est une pièce maîtresse du projet. De sa bonne gestion dépendront:

- La mise à la disposition des kits d'enrôlement aux agents recenseurs ;
- La mise à disposition d'équipements informatiques complexes au niveau du centre de traitement des données (serveurs haut de gamme, système de back up, logiciels de traitement de données...);
- La réconciliation des données numériques concernant une population estimée à quatorze millions d'habitants à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

La complexité des opérations, les enjeux stratégiques, technologiques et financiers importants, ainsi que la pluralité des intervenants rendent nécessaire la mise en place d'un appui technique à l'administration du contrat. Le projet envisage donc une telle assistance technique par la mise à disposition d'un expert information qualifié en gestion de marché (cf annexe 4).

#### D. ASSURER LA PERENNITE D'UN ETAT CIVIL MODERNE ET EFFICACE

Au-delà de l'opération de recensement et de la mise en service d'un Plateau Technique pour traiter ces informations, un défi majeur du projet réside dans la pérennisation de l'état civil après le recensement, et le maintien d'une réelle capacité nationale de gestion du fait d'état civil, tant au niveau central que décentralisé à travers la création d'une structure pérenne.

Différentes initiatives à ce sujet sont en cours, avec l'appui de nombreux partenaires tels que l'UNICEF, l'AIMF et la Coopération Française. Le projet permettra de fédérer ces initiatives au sein d'un ensemble harmonisé avec le RAVEC ainsi que les autres composantes de l'initiative.

Compte tenu des contraintes liées à la gestion de l'état civil, à l'étendue du territoire national ainsi qu'à la diversité socio culturelle de la population, une revue des défis opérationnels, technologiques et humains, pour une gestion moderne, fiable et durable de l'état civil malien sera conduite. Cette revue débouchera sur des recommandations permettant de formuler un schéma directeur national sur le long terme, qui fera l'objet d'une validation auprès des instances nationales compétentes.

Cependant, afin d'éviter un trop grand délai entre la finalisation du RAVEC et la mise en œuvre de ce schéma directeur, le projet permettra d'anticiper sur des moyens et actions nécessaires à l'actualisation des données du Centre de traitement, en mettant l'accent sur les activités immédiates à entreprendre dans la foulée du RAVEC.

Enfin, le projet appuiera la mise en œuvre d'une vaste campagne d'information et de sensibilisation des citoyens sur la déclaration des faits d'état civil.

### III. PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2008

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES	CHRONOGRAMME				PARTIES RESPONSABLES	BUDGET PREVU		
		Q1	Q2	Q3	Q4		Sourcé de financement	Description Budget	Montant
<b>Résultat 1</b> <i>Situation de départ: Faible capacité des structures en charge de l'état civil</i> <i>Indicateurs: Disponibilité d'un document cadre sur l'état civil</i> <i>But: Analyser, adapter et diffuser la stratégie nationale sur l'état civil au Mali</i> <i>Produits pays associé: l'état civil malien est consolidé et modernisé</i>	1. Résultat attendu: les capacités de la MACEC sont renforcées -Accompagnement d'un expert international institutionnel pour appuyer la MACEC dans sa mission  2. Résultat attendu: un plan d'action et de communication institutionnel est élaboré, validé et mis en œuvre - Elaboration, validation et mise en œuvre du plan d'action - Mise en œuvre d'un plan de communication institutionnel  3. Résultat attendu: le comité de pilotage est fonctionnel - Organisation de réunions périodiques du comité de pilotage - Action: renforcement logistique du comité de pilotage  4. Résultats attendus: les PTF et les structures nationales concernées sont associées - Organisation de réunions périodiques d'information et de concertation			X	X	MACEC	PNUD	Honoraires expert	75000
				X	X	MACEC, Agence de Communication	PNUD	Coûts plan communication	10000
				X	X	MATCL/MACEC	PNUD	Renforcement logistique	0
				X	X	MACEC	PNUD	Renforcement logistique	0
<b>Résultat 2</b> <i>Situation de départ: Faible taux d'enregistrement des actes d'état civil</i> <i>Indicateurs: Recensement réalisé et publié</i> <i>But: Appuyer la mise en œuvre du RAVEC</i> - Organiser Séminaire national de	1. Résultat attendu: la méthodologie utilisée est cohérente et harmonisée avec les initiatives existantes et prend en compte les synergies et économies d'échelle - Renforcement de capacité MACEC - Missions de suivi des activités de recensement et de la rédaction du rapport d'activités					MACEC/PNUD	PNUD	Coûts études, voyages	20000 25000

<i>validation de la législation nationale afférente à la protection des données personnelles</i>  <i>Produit pays associé: l'état civil maltais est consolidé et modernisé</i>	<p>2. Résultat attendu: les contraintes liées aux choix technologiques sont identifiés et contenus</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation des contraintes et recommandations faites par l'expert</li> <li>- Investissement préventif (logistique et transport, sécurité des équipements, gestion du matériel)</li> </ul>				X	MACEC/PNUD	PNUD	Honoraires études/voyages	55000
	<p>3. Résultat attendu: la coordination de l'opération de recensement est assurée par la MACEC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un spécialiste national est recruté en appui technique au sein de l'équipe projet</li> </ul>				X	PNUD	PNUD	Salaires expert national	10000



de l'opérateur technique sont  
régulièrement suivies et les paiements  
effectués dans les délais

But: Fournir un appui technique en la  
forme d'une assistance à maîtrise  
d'ouvrage dans la gestion du contrat de  
l'opérateur technique

Produit pays associé: l'état civil malien  
est consolidé et modernisé

TOTAL

#### IV. ARRANGEMENTS DE GESTION

##### 1. Le Cadre Institutionnel

Le projet relève du Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales (MATCL), responsable de la gestion de l'état civil, qui en assure l'exécution.

La Mission d'appui à la consolidation de l'état civil (MACEC) créée par décret n°03-290/PM du 18 juillet 2003 sera la partie responsable du projet. L'Arrêté n°03-2726/MATCL-SG du 11 décembre 2003 détermine l'organisation et les modalités de fonctionnement de la MACEC.

**La coordination du projet sera assurée par la MACEC. A ce titre, le Directeur de la MACEC sera le coordinateur du projet.**

La MACEC a notamment pour objectif l'organisation du recensement à vocation d'état civil, la formation régulière de l'ensemble du personnel impliqué dans la gestion de l'état civil ainsi que la création d'un fichier central de l'état civil.

Le mécanisme de gestion du projet sera celui de la MACEC, et comprend :

- **Le comité de pilotage** présidé par le Ministre de l'Administration territoriale et des Collectivités locales dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par arrêté n° 05- 1031 / MATCL-SG du 05 Mai 2005. Il est chargé de l'orientation générale du programme et a comme tâches principales l'adoption des rapports d'activités techniques et financières, l'approbation des programmes et budgets annuels de la Mission et la prise de toutes mesures susceptibles d'assurer une meilleure exécution du programme.

➤ **Le Comité Technique de Coordination** présidé par le Secrétaire Général du MATCL est chargé de l'exécution pratique des activités de la Mission, de la mise en œuvre des orientations prises par le comité de pilotage, de l'évaluation des activités et de la rédaction d'un rapport trimestriel.

- **La Direction de la Mission**, sous la responsabilité du Chef de Mission assure la coordination, le contrôle, l'encadrement et le suivi des activités du projet. Il a également en charge l'élaboration des programmes et budgets annuels, la préparation des Conventions de partenariat et l'élaboration des rapports d'activité. Il est aussi responsable de la supervision des missions d'expertise requises dans le cadre du projet.
- **Un comité de pilotage spécifique** a été mis en place dans le cadre du RAVEC par Décision n° 00117/MATCL-SG du 5 août 2005. Il est chargé de l'élaboration de la méthodologie du recensement, de la préparation technique et matérielle des opérations du recensement, de la mise à disposition du matériel et des documents du recensement, de la supervision des opérations de collecte, de dépouillement des données et d'exploitation des résultats, etc. Ce comité est présidé par le secrétaire général du département et comporte des commissions de travail.

## 2. Le Cadre Partenarial

Le cadre partenarial du projet est défini de manière complète dans le document « *Cadre partenarial entre le Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités locales et ses partenaires Techniques et Financiers pour la mise en œuvre du Programme de Consolidation et de Modernisation de l'état civil au Mali* » (Annexe 2).

Les partenaires signataires rejoignent le Gouvernement dans sa volonté de modernisation et de consolidation de l'état civil. Les partenaires impliqués sont les suivants :

- Le **CANADA**, à travers l'agence Canadienne pour le Développement International (ACDI), pour une ligne de crédit de huit millions de dollars canadien (8.000.000 \$ CA). La gestion de cette enveloppe financière se fait en accord entre ACDI et le Gouvernement du Mali. L'enveloppe sert principalement au paiement de certaines tranches du contrat SAGEM. Ces tranches de paiement sont spécifiées dans le contrat SAGEM/GdM. Par ailleurs, le Canada assure le financement d'experts, à travers le PNUD, à hauteur de 300.000\$ CA. Dans ce contexte, les experts concernés sont recrutés par le PNUD et mis à disposition du MATCL.
- La **FRANCE** pour une contribution de un million deux cent milles euros (1.200.000 €) ;
- L'**ASSOCIATION INTERNATIONALE des MAIRES FRANCOPHONES (AIMF)** intervient pour sept cent cinquante milles euros (750.000 €) ;
- Les **PAYS BAS** ont mis à la disposition du GdM un montant de un million cinq cent cinquante milles euros (1.550.000 €) ;
- La **BELGIQUE** contribue au Fonds commun du PNUD à hauteur de trois cent milles euros (300.000 €). Un accord de partenariat spécifique a été signé entre le PNUD et la Belgique à cet effet. Des activités de soutien à la phase précédente du projet d'appui au RAVEC ont été financées sur cette ligne qui présente maintenant un reliquat de deux cent vingt et cinq milles, deux cent quarante huit dollars des Etats Unis (225.248 USD) ;
- **UNICEF** appuie la mise en place d'un état civil moderne au Mali dans le cadre de différents programmes à travers le pays ;
- Le **Gouvernement du MALI** finance le processus de modernisation et de consolidation de l'état civil à hauteur de un milliard de Francs FCFA (1.000.000.000 FCFA) sur le budget national et à partir de la mobilisation de ressources additionnelles auprès des partenaires ;
- Le **PNUD** met à disposition un million de dollars des Etats-Unis (1.000.000 USD). Ce budget a servi à financer des activités du projet d'appui au RAVEC. Le reliquat à allouer au APCMEC est de sept cent milles dollars des Etats-Unis (700.000 USD).

## V. CADRE DE SUIVI EVALUATION

Le projet fera l'objet d'un bilan annuel. Les résultats seront présentés et largement diffusés. L'évaluation à mi-parcours se fera au cours de la deuxième année d'exécution et devra faire état des progrès réalisés. Elle permettra également d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs par rapport aux prévisions et fera des recommandations, au besoin, sur les mesures correctives. Au cours de la dernière année du projet, une évaluation finale sera effectuée dans le but d'apprécier les résultats atteints.

Des audits spéciaux ou programmés se feront conformément aux procédures en matière de gestion des projets.

Pour rappel et conformément aux procédures du manuel de programmation en vigueur au PNUD, le projet devra être évalué de la manière suivante :

### Au cours du cycle annuel

- Evaluer trimestriellement les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats clés identifiés sur la base de critères de qualité et de méthodes de capture de gestion de la qualité dans le tableau ci-dessous ;
- Un numéro doit être activé dans Atlas et mis à jour par le gestionnaire du projet afin de faciliter le suivi et la résolution des éventuels problèmes ou des demandes de changement ;
- Sur la base de l'analyse initiale des risques présentés (voir annexe 1), un risque bord doit être activé dans Atlas et régulièrement mis à jour en fonction de l'environnement qui pourrait affecter le bon déroulement du projet ;
- Suite aux informations ci-dessus enregistrées dans Atlas, le rapport trimestriel d'activités (Quarterly Progress Report, QPR) devra être soumis par le Chargé de programme au comité de pilotage à travers l'assurance Projet et en utilisant le format standard disponible dans la section « Executive Snapshot » ;
- Une matrice « leçons apprises » devra être active et régulièrement mise à jour par le Chargé de Programme afin d'assurer l'apprentissage continu et l'adaptation du projet au contexte des Organisations impliquées. Ceci facilitera la rédaction de la section « leçons apprises » à la fin du projet ;
- Un planning de suivi devra être activé dans Atlas afin de suivre les événements/actions clés de gestion.
- **Rapport de la revue annuelle.** Un rapport de revue annuelle sera préparé par le chef de projet et soumis au comité de pilotage. Ce rapport sera conforme aux normes établies dans ATLAS. Il couvrira les activités annuelles avec des informations mises à jour ainsi qu'un résumé des résultats atteints par rapport aux cibles préalablement définis.
- **Une revue annuelle de projet (Annual Project Review).** Basée sur le rapport ci-dessus, la revue annuelle de projet sera conduite lors du quatrième trimestre pour évaluer l'état de mise en œuvre du projet et pour élaborer le plan de travail pour l'année suivante. Lors de la dernière année, cette revue servira d'évaluation finale. Elle sera conduite par le Comité de pilotage qui peut impliquer d'autres parties prenantes, selon les besoins. La revue examinera dans quelle mesure des progrès ont été réalisés dans l'atteinte des résultats et dans quelle mesure ces progrès sont cohérents par rapports aux objectifs spécifiques.

## VI. BUDGET<sup>1</sup>

Les besoins de financement sur toute la période se définissent comme suit :

**Tableau budgétaire récapitulatif sur la totalité de la période**  
(1 USD= 450 FCFA)

<i>Composantes</i>	<i>Ressources FCFA</i>	<i>Ressources USD</i>
	262.829.070	630.000
Renforcement des capacités à travers la mise à disposition d'une expertise adéquate		
Elaboration plan de communication institutionnelle sur l'état civil au Mali	66.750.240	160.000
Coordination opération de recensement par la MACEC	20.859.450	50.000
Investissements préventifs pour pallier aux contraintes	104.297.250	250.000
Appui à l'opérationnalisation du centre de traitement des données	196.078.830	470.000
	417.189.000	1.000.000
Activités immédiates de pérennisation		
	1.068.003.840	2.560.000
<b>TOTAL</b>		

<sup>1</sup> Seuls les montants exprimés en FCFA font foi dans ce document de projet dans la mesure le dollar USD est soumis à fluctuation

## Tableau budgétaire récapitulatif pour 2008

(1 USD = 450 FCFA)

<i>Composantes</i>	<i>Ressources FCFA</i>	<i>Ressources USD</i>
	33.750.000	75.000
Renforcement des capacités de la MACEC par la mise à disposition d'un expert institutionnel		
Activités de communication	45.000.000	100.000
Renforcement capacités ressources humaines de la MACEC (formation, séminaires, voyages d'études)	14.601.615	35.000
Identification des contraintes et mise en place d'investissements préventifs sur base recommandations experts	45.000.000	100.000
Coordination opération de recensement (recrutement expert national)	2.250.000	5.000
Mise à disposition expert informaticien avec qualification en gestion de marché	33.750.000	75.000
Mise en place expertise, fonctionnement et Equipements)	13.500.0000	300.000
	<b>32.850.0000</b>	<b>730.000</b>
<b>TOTAL</b>		

## VII. MATRICE DE SUIVI EVALUATION RELATIVE AUX RESULTATS DU PROJET

RESULTAT 1: Analyser, adapter et diffuser la stratégie nationale sur l'état civil au Mali		
Activité Résultat 1 Numéro d'activité Atlas	<i>Renforcement capacités MACEC</i>	Début : 2008 Fin : 2012
Objectif	<i>Appuyer la mise en œuvre de la stratégie en manière d'état civil</i>	
Description	<i>Recrutement expert international, réalisation étude, plan de communication institutionnel pour promouvoir la stratégie nationale d'état civil, opérationnalisation de la stratégie avec plan de mise en oeuvre de chaque composante</i>	
Critère de qualité <i>indicateurs</i>	Méthode de qualité <i>Source de vérification</i>	Date d'évaluation
Disponibilité de la stratégie	Documents de validation	Mars 2009
Existence d'un plan opérationnel pour chaque composante de la stratégie	Document de plan opérationnel	Septembre 2009
RESULTAT 2: Appuyer mise en oeuvre du RAVEC		
Activité Résultat 2 Numéro d'activité Atlas	<i>Assurer la mise en oeuvre du RAVEC dans toutes ses phases</i>	Début: septembre 2008 Fin : Février 2009
Objectif	<i>Mettre en œuvre concrètement le RAVEC</i>	
Description	<i>Il s'agit de la conjugaison d'une opération nationale de recensement et les préparatifs relatifs à la mise en service du Centre de traitement des données</i>	
Critère de qualité <i>Indicateurs</i>	Méthode de qualité <i>Source de vérification</i>	Date d'évaluation
Taux d'enregistrement des données d'état civil	Statistique de l'EC	Janvier 2010
% des maliens recensés ayant leur acte de naissance	Rapport de recensement	Janvier 2010
% des maliens en âge de voter identifiés	Fichier électoral	Janvier 2010
Statistiques démographiques produites et diffusées régulièrement	Disponibilité statistique par an	Janvier 2010
RESULTAT 3 : Fournir un appui technique à la maîtrise d'ouvrage du contrat		
Activity Resultat 3 Numéro d'activité Atlas	<i>Une assistance technique est mise en place pour la gestion du contrat</i>	Début : Octobre 2008 Fin : Octobre 2010
Objectif	<i>Fournir un appui technique à la maîtrise d'ouvrage et à la gestion du contrat</i>	
Description	<i>Il s'agit de mettre en place une assistance à la maîtrise d'ouvrage et à la gestion du contrat</i>	
Critère de qualité <i>Indicateurs</i>	Méthode de qualité <i>Source de vérification</i>	Date d'évaluation
Nombre de mission de fiche de suivi produit par l'expert	Rapport d'activité et contrat expert	Janvier 2009
% de facture réglée dans les délais	Factures de l'opérateur technique	Janvier 2009

RESULTAT 4 : Assurer la pérennisation d'un état civil moderne et efficace		
Activité Résultat 4 Numéro d'activité Atlas	<i>Assurer la pérennité d'un état civil moderne et efficace</i>	Début : Janvier 2009 Fin : Décembre 2011
Objectif	<i>Il s'agit de la pérennisation des données d'EC après le recensement et le maintien d'une réelle capacité nationale de gestion du fait d'EC, tant au niveau décentralisé qu'au niveau central à travers la mise en place d'une structure pérenne</i>	
Description	<i>Création et fonctionnement d'une structure pérenne, élaboration et mise en œuvre du schéma directeur, campagnes de sensibilisation et de communication sur l'EC, mobilisation de ressources pour la pérennisation du projet.</i>	
Critère de qualité <i>Indicateurs</i>	Méthode de qualité <i>Sources de vérification</i>	Date d'évaluation
Taux de délivrance des actes d'état civil	Textes de création et d'organisation de la structure pérenne (statut, recrutement personnel, manuel de procédures de gestion). Construction du siège du centre national.	2011
% de déclaration des faits d'état civil	Rapport d'activités des unités de saisie Remise des actes de naissance à tous les nationaux maliens âgés de 1 mois à 5 ans à la date de publication du RAVEC et qui en seraient dépourvus (Loi dérogatoire au droit commun). Organisation d'audiences foraines spéciales pour remise de jugements supplétifs aux nationaux maliens âgés de plus de cinq ans à la date de publication du RAVEC et qui en seraient dépourvus.	2011
Nombre de plan de formation et nombre d'agents formés	Rapports de formation	2011
% de population connaissant ses droits en matière d'EC	Rapport d'enquête	2011

---

## I. CADRE LEGAL

Le présent document ainsi que le plan d'action du cadre de coopération (CPAP) signé par le Gouvernement et le PNUD constitue un Document de Projet au sens défini par l'accord de base (SBAA, 9 juin 1978) et toutes les dispositions du CPAP sont applicables à ce document.

Conformément à l'article III de l'Accord de Base, la responsabilité de la sûreté et de la sécurité du projet, de son personnel, et de ses biens ainsi que des propriétés du PNUD engagés dans le cadre du présent projet, incombe à l'agent d'exécution.

L'agent d'exécution doit :

- a) mettre en place et maintenir un plan de sécurité approprié compte tenu de la situation sécuritaire dans le pays ;
- b) assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité des agents de mise en œuvre du projet ainsi que la mise en œuvre intégrale du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan a été mis en place et de proposer les modifications nécessaires. Le défaut d'établissement et de mise en œuvre d'un plan de sécurité approprié tel que requis ci-dessus sera considéré comme une violation du présent accord.

L'agence d'exécution s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour veiller à ce qu'aucun des fonds du PNUD, reçu en vertu du présent document, ne soit utilisés pour fournir un appui à des individus ou entités associés au terrorisme, et que les destinataires des sommes éventuellement fournies par le PNUD n'apparaissent pas sur la liste établie par le Conseil de Sécurité sur la base de la Résolution 1267 (1999). Cette liste peut être consultée sur le site suivant : <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>

Cette disposition doit être introduite dans tous les contrats de sous-traitance ou de d'accords conclus dans le cadre de ce document de projet.

---

## II. ANNEXES

1. Matrice des risques potentiels
2. Cadre partenarial
3. Cadre logique
4. Termes de référence expertise
5. Accord de participation aux coûts entre le Ministère de l'administration territoriale et des collectivités locales (MATCL) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
6. Compte rendu CLEP

Annexe I : Matrice des risques potentiels

Description	Date	Type	Impact & Calcul de Probabilités	Réponse proposée	Respons.	Statut
Faiblesse de la volonté politique à concrétiser les engagements pris	Avril 2008	Politique	Echelle de Probabilité de 1 (bas) à 5 (Elevé) P = 3  Echelle d'impact de 1 (bas) à 5 (élevé) I = 4 <i>Critique</i>	Dialogue politique avec les instances de décisions	PNUD/GdM	Constant
L'inadéquation du choix technologique pour faire le recensement	Avril 2008	Technique Organisationnel (structurel)	P = 3 I = 4 <i>Critique</i>	Proposition de constitution d'un fonds de réserve d'un montant de 1. million \$ par le PNUD	PNUD	Constant
Défaillance dans la gestion du contrat SAGEM	Avril 2008	Juridique	P = 3 I = 5	Mettre à disposition une expertise juridique et technique	PNUD	Attention immédiate
Non respect des engagements financiers des PTF et manque de coordination	Avril 2008	Financier et politique	P=2 I= 3	Engagement du PNUD à assurer la coordination	Comité de pilotage	Attention immédiate

A. 1

Annexe 2 Cadre partenarial